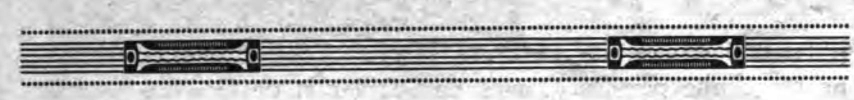
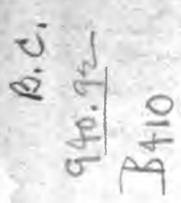
La Belgique.

Etude d'histoire contemporaine.

Par Anacharsis le jeune.







La Belgique.

Etude d'histoire contemporaine.

A beaucoup de vous, chers lecteurs, l'histoire de la Belgique doit être chère comme celle d'une mère: Oh! que cette histoire est pleine de sang et de souffrances! Que de fois sont passées les armées de toutes les nations sur ce sol fertile qu'arrosent la Meuse et l'Escaut, depuis que Jules César et les Romains subjuguèrent les Belges, dont une partie au moins étaient des Germains et établirent dans le pays romanisé par la force les deux provinces Belgica et Germania inferior. Les Romains cédèrent le pouvoir une autre fois à des Germains, les Francs, aïeux des Français comme des Franques d'Allemagne; après la mort de Charlemagne, dans la division de l'Empire, l'empereur allemand Lothaire obtint la plus grande partie des Pays-bas, seuls le comté d'Artois et les Flandres revinrent à la France. La frontière entre la France et l'Allemagne était, dès lors, formée par l'Escaut, et cela subsista jusqu'au XIVme siècle, Anvers faisant partie de l'Allemagne, Gand de la France. On chante encore en Belgique les hauts faits de Pieter de Koninck de Bruges qui, en 1302 repoussa dans la Bataille des éperons l'attaque de Philippe IV, roi de France. Pendant un siècle, depuis la fin du XIVme jusqu'à la fin du XVme siècle, la Belgique fut incorporée au duché de Bourgogne. Mais, après la mort de Charles le Téméraire, Marie de Bourgogne, sa fille, ayant épousé l'empereur d'Allemagne, Maximilien, prince de Habsbourg, les Flandres (et aussi bien toute la Belgique) devinrent de nouveau territoire allemand. Cependant en 1555, Philippe d'Espagne, fils de Charles-Quint, acquit avec les possessions espagnoles des Habsbourg, aussi les Pays-Bas. La domination espagnole commença, la période la

plus malheureuse de l'histoire belge. Tout le monde connaît, ne fût-ce que par les drames de Schiller et de Goethe, les splendides récits de Hendrick Conscience et de de Coster, les épouvantables angoisses, les terribles supplices que le peuple subit pendant les années de la révolution des Pays-Bas, qui enfin amena la division du pays en une partie septentrionale, la Hollande et une partie méridionale qui resta espagnole. Le fanatisme religieux et la haine politique firent ravages pendant ces guerres et l'on comprend facilement que malgré leurs sentiments d'indépendance, les infortunés habitants du comté d'Artois et de quelques autres petits territoires sur la frontière française durent éprouver quelque satisfaction quand, par les traîtés des Pyrénées, d'Aix-la-Chapelle et de Nimègue (1678) ils furent réunis à la France.

La Belgique proprement dite, le Royaume des Pays-Bas, comme elle s'appelait alors, fut, par la paix d'Utrecht de 1713 assignée à l'Autriche, tandis que les Etats-Généraux hollandais obtinrent, par le traîté des Barrières, le droit d'occuper les forteresses sur la frontière française, droit qui fut aboli en 1782. Ainsi, à la Hollande, échut pendant 70 ans, le devoir de défendre de concert avec l'Autriche l'indépendance des Belges. Le pays avait terriblement souffert des batailles que les Anglais avaient livrées à leurs adversaires sur le territoire belge dans la guerre de succession d'Espagne et encore de 1744—48, pendant la guerre de Moravie. Toutefois, sous la domination calme et clémente des Autrichiens, le pays se développa beaucoup et ce fut, d'après le témoignage même des Belges la plus heureuse période de leur histoire. Charles-Auguste, Grand duc de Weimar et ami éclairé de Goethe qui, en 1814 fut gouverneur général de Bruxelles, nous raconte que le peuple ne demandait pas mieux que de redevenir autrichien; „car les Brabançons, ajoute-t-il, détestent les Anglais, autant que les Français les détestent."

La révolution qui éclata en 1788 et qui dura deux ans fut uniquement causée par les réformes libérales de l'empereur Joseph II auxquelles le parti clérical s'opposa de toute sa force: pendant quelques mois il se rendit maître du pays et en chassa les Autrichiens; les libéraux de leur côté appelèrent les Français à leur secours; ceux-ci revinrent, en 1794, cette fois sans avoir été appelés, et occupèrent la Belgique, de même que l'Archevêché de Liège qui avait toujours fait partie de l'Empire

allemand. Le général Dumouriez vainquit les troupes impériales à Jemmapes, occupa le pays entier et le divisa en 9 départements qui répondent à peu près aux 9 provinces d'aujourd'hui. Jusqu'en 1814, la Belgique demeura française. Dans la paix de Paris, Napoléon la céda à la Hollande qui, dès lors, forma avec la Belgique, pendant quinze ans, le royaume des Pays-Bas réunis. Au point de vue géographique cette union pouvait sembler tout à fait naturelle. Sous tous les autres points elle ne l'était nullement. C'est peut-être le meilleur exemple pour prouver combien peut être trompeur le principe de la nationalité et des frontières naturelles. Il y avait des Flamands en Hollande comme en Belgique, mais les différences de la confession et de la culture étaient si énormes que rien ne pouvait les lever. Les Flamands hollandais étaient protestants, commerçants, pasteurs ou agriculteurs, d'un caractère lourd et généralement grave, robustes et âpres, même dans leurs plaisirs. Les Belges, au contraire, étaient catholiques, agiles, lestes, industriels plutôt que commerçants. Rien d'ailleurs ne les attirait hors de leur pays qui les nourrissait bien et où, malgré tout, ils vivaient paisiblement. Dès les temps les plus reculés, la fabrication des laines et des métaux y florissait. De tout temps la partie méridionale fut habitée par des Wallons parlant le français ou du moins quelque chose qui lui ressemblait, comme me disait un jour un professeur français qui évidemment partageait l'avis de Baudelaire: „On ne sait pas le français; personne ne le sait, mais tout le monde, en Belgique, affecte de ne pas savoir le flamand"; tandis que le Nord, Anvers, le Limbourg, les Flandres et la majeure partie de la province de Brabant, y compris Bruxelles, étaient peuplés de Flamands. Il fut un temps où les Flamands marchaient pour ainsi dire à la tête de la civilisation: leurs peintres, leurs poètes étaient célèbres pendant que les Wallons n'étaient connus que comme soldats et guerriers. Dans les affreuses guerres de religion du XVIme et du commencement du XVIIme siècle, toute cette culture périt. Les meilleures têtes flamandes, devant les persécutions des Espagnols, s'exilèrent en Hollande, en Angleterre, en Allemagne. Depuis ce temps, le français devint dans les Flandres la langue des intellectuels, mais ce ne fut que sous Napoléon Ier qu'on osât défendre l'usage de la langue flamande, même dans les testaments et dans la vie privée. Vingt années de pression suffirent

pour faire apprendre le français aux ouvriers et aux artisans dans les villes; le paysan continua à parler le flamand, mais il fut ainsi privé de toute instruction, de toute civilisation. Personne ne s'inquiétait de lui, si ce n'était le prêtre ou le pasteur. Ceux qui se plaignent si amèrement de certaines mesures prises par le gouvernement allemand en Pologne ou en Alsace-Lorraine pour germaniser ces provinces feront bien de se souvenir que la France a été le modèle hors d'atteinte pour toutes les méthodes qui mettent la législation au profit de l'abolition d'une langue. Les Flamands d'abord ne firent guère d'opposition. Mais avec l'accession de Guillaume de Hollande, qui voulait faire du royaume uni des Pays-Bas un état national unifié, les choses changèrent: l'ancienne université de Louvain, fermée par les Français, fut réouverte, deux nouvelles furent fondées à Gand et à Liège, et toutes les trois mises au profit de la propagande flamande.

Les Wallons durent partout céder le pas aux Hollandais; aussi ceux-là se plaignirent-ils amèrement et ne désirèrent-ils autre chose que de voir finir la domination hollandaise. Les Flamands de leur côté, soupçonnaient les Hollandais protestants hérétiques et l'église catholique, voyant l'école soustraite par le gouvernement à son influence, poussa les Flamands, catholiques très pratiquants, à la resistance. Les cours de philosophie introduits contre la volonté du clergé à l'université de Louvain excitèrent la populace flamande; dès 1814, l'évêque de Gand, duc de Broglie, avait protesté vivement contre la nouvelle institution qui proclamait la liberté des cultes. Le 25 Août 1830, pendant qu'à l'Opéra on donnait „la Muette de Portici“ d'Auber, la révolution éclata; déjà le 24, jour de l'anniversaire du roi où il y avait toujours fêtes et amusements à Bruxelles, Louis de Potter, au nom de la liberté de tous et de tout, avait annoncé un feu d'artifice pour le lundi, des illuminations pour le mardi, et pour le mercredi, la révolution. Les jours suivants, il y eut des engagements dans les rues de la capitale, mais les Hollandais ne défendirent pas très adroitement leurs droits, le bombardement de la ville d'Anvers par le général Chassé, qui tenait la citadelle, acheva tout. Le 18 Octobre, le congrès national qui siégeait à Bruxelles déclara l'indépendance de la Belgique. Cependant les opinions des révolutionnaires eux-mêmes restaient divisées: de Potter voulait la république, Geudebien l'union,

sous une forme ou une autre avec la France, Nothomb enfin la monarchie strictement constitutionnelle, en excluant toutefois la maison Nassau-Orange. Cet avis l'emporta et Louis Philippe de France, aussi bien que l'Angleterre se déclarèrent contents. La France recula devant les protestations de la Prusse, aidée de l'Angleterre, et l'indépendance de la Belgique fut sauvée. Une conférence des puissances, tenue à Londres, eut bientôt fait de désigner le duc Léopold Georges de Cobourg comme futur roi des Belges. Le 4 Juin 1831, le congrès national approuva ce choix. Les droits du roi de Hollande ainsi que les droits de la Confédération Germanique sur le Luxembourg, furent formellement sauvegardés; mais, tandis que cette dernière était beaucoup trop faible pour intercéder, le roi de Hollande ne se contentait pas si facilement, et la France dut intervenir par deux fois pour le forcer enfin en 1838 de faire sa paix avec la Belgique. Celle-ci obtint les frontières de 1790, la liberté de la navigation sur l'Escaut, une neutralité perpétuelle. Ce fut le ministre de Prusse, Mr. de Bülow qui, le premier, émit cette idée d'une neutralité imposée par les puissances et non volontaire comme celle de la Suisse. On avait fait remarquer que la Hollande ne serait plus bien défendue contre les attaques de la France, si la Belgique devait succomber entièrement à l'influence française, et que par cela même l'état de l'Autriche et de la Confédération Germanique serait en danger. Seule la neutralité pourrait pourvoir à ces inconvénients. Les forteresses furent démantelées; pour dédommager l'Allemagne de la partie du Luxembourg incorporée à la Belgique, le duché de Limbourg entra dans la Confédération Germanique. Ainsi naquit le royaume des Belges; grâce à la sagesse et à l'honnêteté de son roi, la Belgique, dit un historien moderne, fut longtemps considérée comme le modèle d'un état constitutionnel; mais on put aussi y trouver le premier exemple où amène la séparation complète entre l'Etat et l'Eglise: le but, une fois atteint, l'union factice entre les cléricaux et les libéraux ne tint plus et les plus féroces querelles prirent place entre les alliés de 1830.

Pour les Wallons ce fut la victoire: „l'emploi des langues usitées en Belgique est facultatif; il ne peut être réglé que par la loi et seulement pour les actes de l'autorité publique et pour les affaires judiciaires“ dit l'article 23 de la constitution. Il n'y avait donc aucun obstacle pour préférer partout la langue fran-

çaise; „d'ailleurs les Flamands parlent tant de dialectes différents", alléguaient les Wallons, „qu'il est impossible de rédiger un texte quelconque compréhensible pour tous."

Les trois universités furent les premières à se plaindre; Jan Frans Willems et ses amis étudièrent, écrivirent le flamand, créèrent une littérature néo-flamande. Ils prouvèrent que le flamand, quoique apparenté à l'allemand proprement dit, était plus qu'un dialecte: le hollandais était non-seulement sa langue soeur, mais la seule langue dont l'emploi pouvait rendre aux Flamands leur véritable place dans la civilisation. Il fallait donc commencer par l'enseigner dans les écoles. En 1840, 100 000 Flamands demandèrent que la langue flamande dans les provinces flamandes fût la langue officielle de l'administration et des tribunaux; à l'Université de Gand, ainsi que dans les écoles gouvernementales, le hollandais et le français auraient les mêmes droits; il fallait créer une académie flamande.

Cette pétition, qui d'ailleurs n'eut aucune suite, avait été lancée par les libéraux et les anti-cléricaux. Mais l'Eglise, toujours à l'alerte, comprit l'intérêt qu'elle portait. Bientôt elle sut gagner le chef des Flamands, le poète Conscience, et les prêtres se mirent à la tête du mouvement. Celui-là perdit naturellement ses attaches avec la Hollande protestante et il en chercha d'autres en Allemagne. Les étudiants de Bonn et de Louvain fraternisèrent, de 1845—47, un journal „de Broederhand", parut qui prêchait une entente belgo-allemande. La révolution de 1848 qui s'arrêta devant la Belgique, mit fin à ces espérances; les Flamands se tournèrent une fois encore vers la Hollande. En 1851 les Flamands libéraux fondèrent le Willemsfonds pour servir à l'instruction publique des Flamands; beaucoup plus tard seulement, quand Léopold II eût pris la succession et que, pendant la guerre Franco-Allemande, les cléricaux avaient renversé le cabinet Frère-Orban, le parti catholique suivit avec le fonds David. Il gagna de plus en plus du terrain, et aujourd'hui, il compte à peu près trois fois autant de membres que le fond Willems, de sorte que l'instruction des Flamands se fait actuellement pour la plupart dans le sens clérical. A part ces deux fonds depuis 1895, l'alliance générale néerlandaise, fondée à Gand, mais dirigée aujourd'hui de Dordrecht, en Hollande, travaille pour la connaissance de la langue et la civilisation néerlandaise, non seulement en Belgique et en Hollande, mais

encore dans les Flandres françaises et l'état du Congo. Elle suit le même but que les congrès qui, de temps en temps, réunissent, tantôt en Belgique, tantôt en Hollande, les amis de la langue et de la littérature flamandes. Les congrès ont, en général, environ 300 membres, professeurs d'universités, professeurs et maîtres d'écoles, écrivains et autres.

Dès 1857, ou mieux encore dès 1862, où le parti flamand conquit Anvers aux élections, le mouvement flamand fut un mouvement politique et démocrate. Après Anvers, ce fut le tour de Gand, de Bruxelles, de Bruges. Après la victoire des cléricaux, en 1884, les Flamands devinrent, en apparence, les cléricaux et les Wallons, le „parti de la France", comme on les nommait, les libéraux. Pourtant il y eut toujours des Flamands libéraux: Ce fut évident quand, après l'introduction du système proportionnel pour les élections en 1883 le parti libéral compta à peu près un nombre égal de Wallons et de Flamands.

Toute une série de lois et de prescriptions devait dans les dernières trente années régler l'usage de la langue flamande par rapport au français et réparer l'injustice qui avait longtemps présidé aux mesures gouvernementales. Mais en fait, ces lois n'ont presque rien changé: presque tous les employés étant Wallons et le gouvernement manquant de force, personne ne s'inquiétait du sort des Flamands, de ces pauvres diables qui étaient privés de la civilisation française, qui labouraient paisiblement leurs champs ou travaillaient docilement dans les fabriques et les usines. Au nom de la fraternité, liberté et égalité, la ligue pour la liberté des langues et „l'Association flamande pour la vulgarisation de la langue française", s'efforcèrent, ces dernières années encore, à supprimer autant que possible la langue flamande, la seule vraiment née dans le pays. L'école, surtout les écoles libres, et le clergé supérieur furent toujours hostiles au mouvement flamand et virent avec satisfaction que les Flamands apportaient parmi les analphabètes de beaucoup le nombre le plus considérable. Le petit clergé, au contraire, lui-même assez inculte, sympathisait souvent avec les Flamands; mais il s'attachait aux dialectes plus qu'à la langue littéraire, la langue des hérétiques hollandais. Les universités, dès 1836 avaient admis certains cours flamands, à Gand une académie flamande et presque entièrement cléricale existait depuis 1886;

les Flamands cultivés, les libéraux aussi bien que les cléricaux avaient toujours le rêve d'une université flamande à Gand même, mais les Fransquillons s'y opposèrent toujours. Ces Fransquillons ne se recrutent pas uniquement parmi les Wallons; il y a parmi eux nombre de Flamands; car il s'agit ici d'une différence non seulement de politique intérieure, mais tout aussi bien extérieure.

Les Flamingants n'ont jamais voulu autre chose que la restitution de l'ancienne civilisation flamande. Ils ne voulaient pas, démocrates, libéraux ou cléricaux, que la langue flamande s'éteignît lentement comme le basque ou le ladin; en tant que démocrates et libéraux, ils désiraient aussi faire participer le pays flamand à la civilisation moderne; ils voulaient le voir prendre place dans la vie intellectuelle à côté des Hollandais. Mais ils lui réservaient sa place parmi le peuple belge et tenaient à l'indépendance de leur patrie. Ils étaient neutres par tradition et par volonté et s'ils espéraient trouver en Hollande comme dans l'Empire allemand de la sympathie, ils étaient loin de penser à une union quelconque avec l'un ou l'autre de ces pays.

Bien autre était l'attitude des Wallons. Dès 1907, ils cherchaient, d'accord avec les Flamands fransquillons, à se rapprocher de la Hollande; on espérait non-seulement obtenir une union douanière, mais même une convention militaire qui, naturellement entraînerait la Hollande du côté de „l'entente cordiale“ et l'éloignerait de l'Allemagne. Les Hollandais restèrent sourds à ces propositions, mais les Wallons n'en continuèrent pas moins à poursuivre leur vrai but, l'union avec la France. La „Gazette de Charleroi“ alla jusqu'à demander l'incorporation de ces provinces à la France. „Nous sommes trois millions de Wallons qui aimons la France comme notre vraie patrie“ écrivait l'un des chefs du mouvement séparatiste. La France fit bon accueil à ces sentiments: on n'avait pas oublié les anciennes tentatives pour réunir la Belgique, ou une partie du moins, au propre pays; on se souvenait des propositions de Napoléon III répétées et ensuite publiées (en Angleterre) par le prince de Bismarck; l'empereur, dès 1851, plus sérieusement encore pendant la guerre de Crimée, enfin, très fermement de 1865—69 avait pris la résolution d'occuper la Belgique. Les petits Etats devaient se fondre dans les grandes nationalités. „Une nationalité belge n'existe pas. Dès que les armées françaises entreront en Belgique, l'armée belge passera aux Français et les portes de l'Allemagne

seront ouvertes à la France.“ Voilà les propos que Napoléon fit entendre. Th. Juste, l’historien belge, constate qu’en livrant la Belgique à la France, la Prusse aurait pu éviter la guerre franco-allemande. Mais même, sous la République, en 1874, 1877, 1887, on discuta très sérieusement en France l’idee d’abandonner définitivement l’Alsace-Lorraine à l’Allemagne, sous la condition formelle que celle-ci consentît à une réunion de la Belgique à la France. En 1904, dans la „Grande Revue“, Alfonse Jouet proposa la division de la Belgique en trois parties, dont une reviendrait à la France, l’autre à la Hollande, la troisième, la plus petite, y compris le Luxembourg, à l’Allemagne.

La même année, Mr. Albert Croquez dans „la Revue des Flandres et des provinces françaises“ espérait que l’alliance franco-russe réaliserait le rêve de Napoléon et des Wallons belges.

On ne comptait guère avec l’opposition de l’Angleterre qui, lors de la crise Boulanger en 1887 avait fait savoir par quelques articles de la „Fortnightly Review“ et du „Spectator“, que pour elle, la neutralité belge ne signifiait que peu de chose et qu’elle n’irait jamais jusqu’à la défendre par les armes. „Une armée qui ne ferait que passer par le territoire belge sans vouloir l’occuper en permanence ne violerait nullement la neutralité belge.“ Voilà ce qu’exposait un diplomate anglais dans le „Standart“. En connaissance de ces faits, on comprend facilement que l’attitude pour ainsi dire théorétique des auteurs français et belges qui ont traîté depuis 1830 de la neutralité belge a singulièrement changé. Tandis que, autrefois, on comprenait la neutralité belge comme interdisant en temps de paix toute alliance avec un autre pays; qu’on s’opposait à la fortification des villes et même à toute participation à des entreprises internationales, comme la guerre de Crimée ou celle de Chine, voire même à la colonisation du Congo, qui, pour cette raison, resta si longtemps la propriété personelle du roi Leopold II; de plus en plus, on pencha du côté de ceux, qui, comme Ed. Descamps considérait que la neutralité n’existait vraiment qu’en temps de guerre. Autrement l’état neutre était libre de former des alliances défensives, offensives même, selon son gré. Il fallait pouvoir défendre son territoire; il lui fallait donc une armée et des forteresses. Les militaires tels que le général Brialmont, pensèrent même que le mieux serait d’abandonner la

neutralité qui, pour son malheur, avait été imposée à la Belgique. Le professeur Nys, en 1901, l'appelait une brutalité, commise dans le plus égoïste intérêt des nations européennes; en quoi, peut-être, avait-il raison jusqu'à un certain point. La Belgique, selon eux, pouvait, si bon lui semblait, se défaire de la neutralité de sa propre volonté.

Ce qu'il y a de curieux dans tout ceci, c'est que, tandisque, d'un côte on regardait la neutralité de plus en plus comme une chose très douteuse et qu'on jouait toujours avec la possibilité d'une incorporation avec la France, on fortifiait de tout son possible les places fortes, mais de façon à empêcher surtout une invasion allemande. Mr. Waxweiler nous a raconté comment les sympathies des Belges, ces dernières années allaient à l'Allemagne; comment malgré la concurrence allemande dans presque tout le commerce; malgré la prépondérance allemande à Anvers, dont beaucoup se plaignaient, les sentiments personnels et, ajoute-t-il, politiques des Belges étaient pleins d'admiration et de confiance pour la grande nation voisine. Et les déclarations formelles de l'Allemagne, répétées à plusieurs reprises, de considérer la neutralité belge comme un axiome de la politique allemande semblaient mériter toute confiance. Mais, à part les faits cités plus haut, Mr. Waxweiler ne semble pas avoir remarqué ce qui n'a pas échappé à l'attention d'autres témoins oculaires, que depuis plusieurs années les vaudevilles, les cinématographes, en premier lieu le célèbre Pathé, les journaux illustrés et les caricatures non-seulement en Belgique, mais un peu partout en terre romande, s'efforçaient de rendre ridicules, méprisables même aux yeux des spectateurs les Allemands et leurs institutions. Il ne semble non plus avoir pris en considération que, depuis 1899 et plus spécialement depuis 1904, l'alliance franco-russe s'était, pour ainsi dire, doublée par l'entente cordiale: l'Angleterre était entrée en jeu. La Belgique lui avait cédé en 1910, sans compensation apparente l'enclave de Lado. Autrefois le duc de Wellington avait eu le contrôle sur les fortifications du royaume uni des Pays-Bas. On dirait qu'il en était toujours de même en lisant les conversations que le chef d'état-major belge a eues en 1906 avec l'attaché militaire britannique et le général Grierson, en feuilletant les documents trouvés par les Allemands à Bruxelles, en trouvant dans une lettre privée anglaise, datée du 30 Juillet 1914, le passage suivant:

„Mon fils nous a quittés aujourd'hui pour se rendre en Belgique auprès de l'Etat-major du général French.“

Il n'est pas de coutume, en général, que les Etats-majors d'un pays aillent faire des visites à l'étranger, surtout pendant une crise comme celle de Juillet 1914, à moins qu'ils n'y aient quelque besogne à remplir. Ce qu'ils venaient y faire, Sir Edward Grey l'avait très bien dit dans sa dépêche du mois d'Avril 1913 dont Mr. Kufferath a entretenu les lecteurs du „Journal de Genève“: Ils devaient se rendre compte des mesures nécessaires pour défendre la neutralité belge contre les attaques d'une puissance quelconque! Mais, si cette puissance se trouvait être l'Angleterre? Et le cas pouvait se présenter, car Lord Roberts dans la „British Review“ d'Août 1913, nous a expliqué comment en 1911, la flotte anglaise avait été prête pour partir immédiatement pour la Flandre afin de sauvegarder le contrepoids européen, même si la Belgique ne l'eût pas appelée à son secours. En honnête homme, Lord Roberts n'a dit que ce que d'autres écrivains et politiciens anglais ont déclaré avant lui et après lui, même au cours de cette guerre, que l'Angleterre entrait en jeu, moins pour défendre le principe de la neutralité, que pour ne pas permettre à l'Allemagne de devenir plus forte, peut-être plus menaçante.

Si l'on considère tous les faits ensemble, les sympathies des Fransquillons pour une union avec la France, les démarches de l'Angleterre et les énonciations des principaux auteurs belges, anglais, français au sujet de la neutralité; l'attitude du peuple belge et de la politique belge surtout par rapport à l'Angleterre, la conviction devait se former chez les hommes responsables pour l'Allemagne, que la Belgique, qui n'avait jamais eu de conversation intimes avec l'Etat-major allemand, mais qui avait essayé d'entraîner la Hollande, n'était plus un état neutre; pas même un état indépendant, mais une province militaire de l'entente cordiale. J'admets volontiers qu'on puisse discuter sur la signification de chaque fait isolé; mais l'ensemble des faits ne permet pas le doute. Et la suite des événements en rend la preuve concluante. Entre le 4 et le 6 Août les troupes allemandes dépassèrent la frontière belge; le 9 Août, Liège était entre les mains de l'ennemi. Le même jour le gouvernement allemand fit savoir au gouvernement belge „qu'il priait le roi des Belges et le gouvernement belge, après la résistance héroïque

de l'armée belge, de vouloir bien épargner à la Belgique les terribles maux de la guerre. L'Allemagne, n'ayant nullement l'intention d'annexer du territoire belge serait prête à chaque arrangement compatible avec ses operations contre la France. Elle serait toujours encore prête à évacuer la Belgique dès que la situation le permettrait.“ Si l'on veut bien apprécier cette offre généreuse, il faut se rappeler que déjà, d'après les rapports des soldats et des officiers allemands, des civils belges avaient tiré sur les cavaliers et les fantassins allemands. Je sais très bien que par la malencontreuse institution des gardes civiques, que beaucoup de Belges raisonnables regrettent eux-mêmes, qu'il a pu y avoir des malentendus et que les armées allemandes n'ont pas toujours su définir le rôle et les droits de ces guerriers amphibiens, tantôt soldats, tantôt bourgeois. Je veux croire aussi que le gouvernement belge n'a pas officiellement, et sans doute, pas même officieusement voulu encourager les francs-tireurs. Mais, quoiqu'en dise Mr. Waxweiler, surtout au début de la guerre, les Allemands ont rencontré partout des francs-tireurs et les autorités locales, le clergé même les a encouragés à se défendre de toute façon contre les envahisseurs.

Un document secret du gouvernement allemand dont on ne sait comment le correspondant de Cologne du „Tijd d'Amsterdam“ a eu connaissance le prouve une fois de plus: „Tout ce qu'on a dit du côté belge au sujet de soi-disant outrages commis par les troupes allemandes peut être regardé comme des inventions; car on a tu le fait avéré par des centaines de témoins et jamais sérieusement contesté par les Belges eux-mêmes, qu'au commencement de la guerre les civils ont attaqué, d'accord avec les autorités locales traîtreusement nos troupes. Le septième rapport de la commission belge admet maintenant forcément qu'au commencement le gouvernement avait fait afficher partout des proclamations que la partie moins instruite du peuple ne pouvait comprendre autrement que comme un appel à la guerre générale et universelle, la guerre des francs-tireurs. Ainsi, induite en erreur, la population crut être dans son droit lorsqu'elle tirait des arbres, des maisons, de toutes sortes d'autres refuges sur nos troupes qu'elle avait reçues peu avant calme et paisible; elle gardait ses armes soigneusement cachées sous les vêtements et dans les demeures et elle attaqua nos soldats de

préférence pendant la nuit. Les prétendues cruautés des Allemands ne se sont dirigées que contre cette guerre illicite des francs-tireurs; cet état de chose a toujours été mal représenté par les auteurs belges et, ce qui n'était autre chose que la défense légitime et nécessaire contre la guerre des francs-tireurs évoquée par le gouvernement belge lui-même a été décrit comme des atrocités allemandes, etc. etc." Si l'on veut, on peut trouver naturel cet esprit de défense. Mais alors il ne faut pas se plaindre des conséquences. Le gouvernement belge semble avoir compris les difficultés de la situation: le 8 Août, il communiqua (4 jours après la déclaration de la guerre au gouvernement allemand) une sorte de signalement de la garde civique pour qu'on la reconnaisse en cas de rencontre. Mais Mr. Waxweiler lui-même remarque que plusieurs changements ont été apportés plus tard pour des raisons d'ordre purement intérieur dans les règlements des gardes civiques et que leur uniforme n'était pas ce que le mot indique, un costume uniforme et pour tous le même. C'est peut-être beaucoup demander d'une armée ennemie qu'elle étudie tour à tour les changements d'équipements qui plaisaient au gouvernement belge. Je ne voudrais pas, pour cette fois, poursuivre plus loin l'histoire de cette triste guerre qui a détruit une partie de Louvain, de Dinant, des rues entières à Anvers, à Malines, dans d'autres communes. A tous ceux qui ont lu les livres de Waxweiler, de Bédier, les rapports de la commission française, je me permets de citer ici les mots d'un collègue de l'Université de Bâle, Mr. Wernle. Dans les „Nouvelles de Bâle" il dit „que le rapport officiel n'a d'autre valeur psychologique et historique que de montrer qu'un peuple irrité et passionné qui voit l'ennemi dans son propre pays, peut croire celui-ci capable en temps de guerre de toutes les monstruosités imaginables et que des gens cultivés, ayant pris sur eux d'examiner ces mêmes faits, les croient aveuglement. Pour examiner sérieusement les faits il faut, chacun le sait, pouvoir interroger les deux parties et écarter autant que possible les témoignages incertains, passionnés et personnellement ennemis. Rien de tout cela n'a été fait. Au contraire, on semble s'être donné beaucoup de peine pour obtenir un matériel aussi grand que possible et on a accepté toutes les accusations!" De même il est reconnu que Mr. Bédier s'est laissé tromper plus d'une

fois par de fausses traductions. D'ailleurs les tribunaux d'arbitres nouvellement établis par le gouvernement général et auxquels collaborent des juges belges auront probablement à s'occuper de ces questions; car les soi-disant crimes de l'armée allemande étant presque toujours des représailles pour des outrages belges et la loi belge rendant responsables les communes pour tout acte de violence commis sur leur territoire, il va de soi que beaucoup de ces affaires seront jugées devant les tribunaux-arbitres et nous saurons bientôt exactement à quoi nous en tenir.

Le résultat de 8 mois de combats et de terreur vous est connu: A l'exception de quelque cinquantaine de communes dans les Flandres, les Allemands sont les maîtres de toute la Belgique qui toujours attend en vain sa libération par ses protecteurs, les Anglais et les Français. A Bruxelles réside un gouverneur général qui a à ses ordres tout un service civil et un service militaire qui travaillent sans relâche au bien du pays. Plus la Belgique est prospère, mieux se trouvent les occupants naturellement. Le commerce se relève, car l'armée d'occupation donne à travailler; l'argent circule et pour permettre à tout le monde de s'occuper, on a facilité la circulation des personnes comme celle des marchandises. La bicyclette, autrefois interdite, est admise de nouveau. Déja, la majeure partie des lignes de chemins de fer sont ouvertes à nouveau et après le 1er Mai toutes auront été réparées et seront mises à la disposition du public. Un horaire existe, pas tout à fait aussi complet qu'auparavant, mais suffisant pour les besoins du moment. On a beaucoup facilité les règlements des passeports. La police belge, les facteurs belges, les conducteurs belges des tramways font leur service et sont heureux de gagner largement leur vie; car ils sont bien payés. Voulez-vous visiter des musées, aller au concert, au théâtre? Vous trouverez tous ces endroits ouverts à des heures fixes et vous pourrez voir devant les chefs-d'oeuvre de vos collections nationales les officiers et les soldats allemands en contemplation, et vous entendrez comme certains d'entre eux discutent les problèmes d'esthétique ou d'histoire.

Ou bien, sortez avec moi hors de la ville, dans les champs et les jardins: Vous trouverez les champs labourés, les jardins et les rues bien soignés. Là vous rencontrez un berger avec ses troupeaux, et il vous contera comment le gouverneur général

s'y est pris pour protéger les vaches laitières, pour pousser à l'élevage des chevaux. Il vous parlera aussi, peut-être, des mesures prises pour secourir les pauvres et les malades, les invalides revenus de la guerre, les mères et les nourrissons. Bien des règlements qui autrefois existaient, mais qui n'étaient pas mis en vigueur, comme l'obligation scolaire, les lois sur les assurances doivent maintenant être exécutés soigneusement. Les Belges commencent à s'y faire: certainement il n'est pas doux de recevoir des ordres d'un gouvernement étranger, moins encore sûrement que d'un gouvernement national. Mais ils comprennent qu'après tout l'ordre règne et que cela vaut mieux que l'anarchie; et que, plus ils travaillent eux-mêmes à relever leur pays de l'état déplorable où il est tombé pendant la guerre, plus ils auront eux-mêmes de l'autorité et de l'influence dans leur pays. C'est par amour pour leur patrie, plus que par respect pour les maîtres actuels qu'ils commencent à reconstruire leurs maisons, à labourer leurs champs, à reprendre les affaires. Et plus ils travaillent, plus ils pourront eux-mêmes participer à l'administration du pays. Déjà beaucoup de fugitifs sont revenus, non-seulement les riches que l'amende annoncée par le gouverneur général a vite fait retrouver le chemin de la patrie, mais pendant le mois de Mars, 16 500 fugitifs sont retournés de la Hollande. Comme l'Angleterre vient d'expulser tous les Belges qui ne sont pas en état de faire le service militaire, beaucoup reviendront bientôt et ils se créeront sur leur ancien sol sacré et aimé un nouvel avenir qui, nous l'espérons de tout coeur, sera un avenir heureux et paisible.

Les pourparlers de Bruxelles en 1907.

Le fait des pourparlers entre Belges et Hollandais en 1907 était connu depuis longtemps; mais le Journal de Genève du 4 Mai 1915 a bien fait de nous donner d'après une source hollandaise absolument sûre (voyez le No. 136 du Journal de Genève en réponse à un soit-disant démenti de l'agence Havas) des indications plus précises: „le 5 Novembre 1907, un homme jeune encore, mais pétillant d'intelligence, Mr. Heemskerk se trouvait à Bruxelles eu présence de l'homme d'Etat belge M. Bernaert afin d'examiner de quelle façon les deux petites nations

pouraient se rapprocher au point de vue économique et commercial. MM. Bernaert et Heemskerk présidaient les commissions (non officielles) chargées d'étudier cet arrangement.

Dès les premiers mots du discours d'ouverture du délégué belge, les Hollandais eurent l'impression que l'entente projetée par leurs voisins avait une base politique; et M. Heemskerk crut même discerner, dans l'instrument international que désiraient forger les Belges, une pointe dirigée contre l'Allemagne. N'ayant pas de mission de son gouvernement et ne voulant pas compromettre son pays dans une politique qui lui paraissait aventureuse il se plaça, dans sa réponse, sur un terrain politique strictement neutre, se bornant à parler du rapprochement économique des deux pays. Ce fut une grande déception pour les Belges, qui en gardèrent rancune aux Hollandais jusqu'au moment où ces derniers acquirent des droits à leur reconnaissance en portant secours, au mois d'août dernier à des centaines de milliers de leurs fugitifs. — Le 9 février 1908 — trois mois après l'entrevue de Bruxelles — le cabinet libéral hollandais demissionnait et Mr. Heemskerk devenait premier ministre. Quelle fut son oeuvre principale? La réorganisation de l'armée hollandaise. . . . Rassurés du côté de l'Est (par une declaration du gouvernement Allemand), les hommes d'Etat hollandais s'occupèrent des fameuses fortifications de Flessingue, qui firent couler des flots d'encre et des torents de paroles . . . Dans l'idée du gouvernement Heemskerk, ces fortifications n'étaient dirigées contre personne en particulier; elles étaient destinées à protéger l'Escaut hollandais contre toute tentative d'agression, d'où qu'elle vînt.“

